

## L'influence de la "Résistance" sur la décision de Roosevelt d'envahir l'Afrique du Nord française

Dr. Andrew N. Buchanan, Université du Vermont

Comme nous l'avons évoqué dans mon premier article, la décision de lancer l'opération Torch en Afrique du Nord française en novembre 1942 était en grande partie le résultat de l'intérêt personnel du président Franklin Roosevelt pour la région. Cet intérêt, en outre, ne provenait ni d'une opportunité de politique intérieure à court terme ni d'un simple besoin d'avoir des soldats américains combattant activement les Allemands quelque part avant la fin de 1942. Au contraire, l'intérêt de Roosevelt pour l'Afrique du Nord française reposait sur des bases plus importantes, ancrées dans son évaluation selon laquelle l'effondrement ignominieux de la France à l'été 1940 signifiait que le pays avait perdu sa prétention au statut de "grande puissance" et devait être réduit au statut de partenaire de second rang dans le futur ordre mondial dirigé par les Américains. Cette conclusion soutenait et justifiait à la fois l'entretien de relations avec Vichy par Washington et ses efforts soutenus pour développer des contacts entre les fonctionnaires de Vichy et d'autres personnalités politiques en Afrique du Nord française. De plus, le fait que Washington continue de traiter la France de Vichy comme un ami vaincu plutôt que comme un allié allemand et donc un ennemi potentiel signifiait que les États-Unis ne pouvaient pas simplement lancer une invasion hostile de l'Afrique du Nord française ; au lieu de cela, Roosevelt espérait que les troupes américaines entreraient dans les colonies françaises en réponse à une " invitation " lancée par un individu ou un groupe ayant une certaine prétention au leadership politique dans la région. En plus de légitimer le déploiement des troupes américaines, une telle invitation garantirait la continuité de l'autorité française dans ses colonies et protectorats d'Afrique du Nord et éviterait ainsi l'épineux problème de l'établissement de gouvernements militaires alliés dans tout le Maghreb.

Le président Roosevelt confia la tâche d'obtenir l'invitation des autorités françaises à Robert Murphy, qui arriva au Maghreb en tant que représentant personnel du président en novembre 1940. Il suffit d'énoncer cet objectif pour commencer à comprendre les problèmes et les difficultés qui lui sont inhérents. Qui lancerait une telle invitation ? Comment Washington - et plus largement l'opinion publique américaine - en déterminerait-elle la légitimité ? Aurait-elle un poids réel dans le Maghreb sous domination française ? Au départ, Roosevelt et Murphy placent de grands espoirs dans le général Maxime Weygand, délégué général de Vichy en Afrique du Nord française et farouche opposant de l'aile la plus pro-allemande de l'administration Pétain. Des personnalités américaines de haut rang, dont le secrétaire d'État Cordell Hull, pensent que Weygand est désireux de développer une relation plus étroite avec les États-Unis, et Roosevelt exhorte Murphy à cultiver des liens personnels étroits avec le général français, utilisant même leur catholicisme commun comme excuse pour "aller à l'église avec lui"<sup>1</sup>. Murphy retrouva Weygand en Afrique occidentale française fin décembre 1940, où le général évaluait la situation après l'échec du raid anglo-français sur Dakar en septembre. Le diplomate américain s'étant dit attristé par les dommages causés au cuirassé français Richelieu au cours des combats, les deux hommes se sont

rapidement rapprochés et, à la mi-janvier 1941, Murphy déclarait à Washington que les forces françaises en Afrique du Nord étaient prêtes à agir contre toute incursion allemande ou italienne dans la région.

Ces rapports exagérés sur la volonté de Weygand d'affronter l'Axe contribuèrent à convaincre Roosevelt et ses principaux conseillers qu'ils étaient sur la bonne voie, et ils acceptèrent de soutenir les flatteries diplomatiques de Murphy par une aide matérielle substantielle pour l'Afrique du Nord française. Weygand et d'autres responsables français persuadèrent Murphy que sans l'aide économique américaine, l'agitation arabe et berbère risquait de rendre leurs colonies et protectorats ingouvernables, ce qui compromettrait leur capacité à rejoindre la guerre. Dans ce contexte, Murphy est autorisé à négocier un accord commercial avec Weygand, et malgré l'opposition britannique, un projet d'accord est signé le 26 février 1941.

Selon les termes de l'accord, les Français s'engageaient à ce que toutes les marchandises fournies par les Américains soient consommées en Afrique du Nord, et ils acceptaient que douze vice-consuls américains soient stationnés dans les ports du Maghreb pour s'assurer qu'aucun approvisionnement ne tombe entre les mains de l'Axe. En échange, les responsables français soumièrent une liste de besoins urgents, avec en tête le sucre, l'essence, le carburant diesel et l'huile de graissage : malgré la répétition constante de l'argument selon lequel la passivité de millions d'Arabes et de Berbères dépendait de l'approvisionnement en pétrole et en biens de consommation américains, la majeure partie de ces fournitures était clairement destinée à l'usage militaire français.

Comme Washington l'avait prévu, la ratification de l'accord Murphy-Weygand ouvrit la porte à une expansion rapide de l'activité diplomatique, politique et économique américaine en Afrique du Nord française. Les vice-consuls commencèrent à arriver en juin 1941 et, bien qu'officiellement chargés de surveiller la distribution des marchandises américaines, leurs responsabilités réelles incluaient la collecte de renseignements militaires et de contacts politiques nécessaires au soutien des débarquements militaires américains. Weygand fit preuve de diplomatie en fermant les yeux sur cette tromperie à peine voilée. Choisis parmi les officiers de réserve, les vice-consuls constituaient une collection hétéroclite d'hommes d'affaires, d'ingénieurs et de juristes francophones qui ne connaissaient pas l'Afrique du Nord. L'utilisation de personnel militaire dans un rôle ostensiblement diplomatique agaça le Département d'État, mais leur déploiement se fit sur l'ordre personnel de Roosevelt et fut financé par des fonds présidentiels discrétionnaires.

En décembre 1941, le réseau croissant d'agents de Murphy fut encore renforcé par l'affectation de l'ancien colonel du corps des Marines William Eddy au poste d'attaché naval à Tanger. Très décoré et parlant arabe, Eddy était également un agent de l'Office of Strategic Services (OSS), et son véritable travail consistait à coordonner les agents américains et les opérations secrètes dans tout le Maghreb. Eddy s'est plongé avec enthousiasme dans un monde d'espionnage et de trahison digne du film Casablanca dans une ville où les agents des Alliés et de l'Axe se mêlaient souvent à des réceptions mondaines avant d'essayer de s'entretuer. Au moment où Eddy arrive en Afrique du Nord, il était devenu évident, même pour Murphy, que Weygand n'allait pas défier Pétain en accueillant les Américains en Afrique du Nord, et après que Vichy l'ait écarté du commandement de l'ensemble du Maghreb en juillet 1941, Murphy met ses agents au travail pour trouver d'autres

dirigeants français qui pourraient être en mesure de lancer une invitation convaincante. Comme le souligne Douglas Porch, si les responsables américains avaient correctement estimé l'hostilité de Weygand à l'égard des Allemands, ils s'étaient totalement trompés sur sa volonté de collaborer avec les Alliés ; au contraire, le général français visait avant tout à "préserver l'intégrité de l'empire contre les déprédations des camps de l'Axe et des Alliés"<sup>2</sup>. Cette erreur d'appréciation, en outre, était elle-même le produit de la réalisation d'un souhait, puisque Weygand a dit à Murphy - et donc au président - exactement ce qu'ils voulaient entendre.

Compte tenu de la politique conservatrice de Murphy et de l'hostilité profonde de Washington à l'égard de toute personne liée à la France libre de de Gaulle, il n'est pas surprenant que cette nouvelle recherche ait rapidement abouti au "Groupe des Cinq", une clique de personnalités de droite qui prétendait avoir de nombreux contacts au sein de l'administration de Vichy, de l'armée et de la communauté des colons français en Afrique du Nord. Dirigés par le riche homme d'affaires et ancien partisan de la Cagoule, Jacques Lemaigre-Dubreuil, les Cinq complotaient - ou du moins parlaient de comploter - un coup d'État en Afrique du Nord qui servirait de tremplin à l'établissement d'un régime indépendant en France dirigé par le général Henri Giraud. Capturé en mai 1940, Giraud avait fui l'Allemagne en avril 1942 et était rentré en France. Cependant, contrairement à son vieil ami le maréchal Pétain, Giraud ne s'était pas résolu à collaborer avec les Allemands. De plus, du fait de sa capture et de son emprisonnement, il n'était pas directement impliqué dans la capitulation française. Profitant de ces atouts, Giraud fut rapidement engagé dans des complots anti-allemands, et après avoir rencontré Lemaigre-Dubreuil en juin 1942, il accepte de concentrer son activité sur l'Afrique du Nord et d'être le chef du soulèvement prévu par le Groupe des Cinq. Les contacts de Lemaigre-Dubreuil avec Murphy permettent également d'assurer à Giraud que Washington fournira les fonds nécessaires au coup d'État.

Même Murphy reconnaissait que Lemaigre-Dubreuil était un fanfaron qui avait tendance à promettre plus qu'il ne pouvait réellement tenir, mais au moins il avait conduit les Américains à Giraud. Et en Giraud, les Américains semblaient avoir trouvé une figure qui non seulement avait la légitimité pour les inviter au Maghreb, mais qui semblait également capable de résoudre le problème du maintien de la continuité du régime français après l'invasion. Dans le même temps, le milieu de droite entourant le Groupe des Cinq continuait à fournir aux Américains de nouveaux contacts. Parmi eux, le colonel Alphonse Van Hecke, le chef nord-africain de l'organisation paramilitaire de la jeunesse de Vichy, les Chantiers de la jeunesse française. Van Hecke faisait manifestement bonne impression sur Murphy, qui envoya à ses supérieurs à Washington des rapports élogieux sur ses discussions avec cet officier "compétent, intrépide, jeune et expérimenté"<sup>3</sup>. Plus important encore, Murphy rapporte que Van Hecke est à la tête de 26 000 jeunes hommes "disciplinés, entraînés et endurcis" qui sont impatients de participer à la guerre contre l'Axe. Pour éviter que Washington ne rechigne à l'idée de collaborer avec le mouvement de jeunesse pétainiste, Murphy assura à ses supérieurs que les Chantiers n'étaient que l'équivalent français du Civilian Conservation Corps du New Deal.

À l'été 1942, Robert Murphy est en mesure de conclure que les conditions préalables à une invasion américaine en Afrique du Nord sont en train de se mettre en place. Ses vice-consuls avaient recueilli de nombreux renseignements sur la

disposition des troupes françaises et sur l'état des plages sur les sites de débarquement possibles, il était connecté à ce qu'il croyait être un réseau de conspirateurs étendu et bien organisé, et il semblait avoir trouvé en Giraud une figure de proue charismatique. Il n'était pas trop tôt. En mai, les chefs d'état-major interarmées, poursuivant leur campagne contre Gymnast comme évoqué dans mon premier article, refusent d'autoriser les livraisons d'armes aux comploteurs nord-africains. Ce refus de livrer des armes américaines a provoqué un refroidissement temporaire des relations entre Murphy et les Cinq. Mais avec Giraud désormais en place, Murphy était convaincu d'avoir un dossier en béton et il envoya William Eddy à Washington pour présenter ses preuves aux hauts dirigeants américains. Le 11 juin, William Eddy présente comme il se doit une évaluation extrêmement optimiste de la situation en Afrique du Nord à la division des renseignements de l'état-major de l'armée. Il laisse entendre que 35 000 Français sont prêts à mener une "action offensive" en Algérie et que 5 000 autres sont prêts à mener des actions de sabotage au Maroc<sup>4</sup>. Notant que les agents américains en Afrique du Nord ont soigneusement "évité tout contact avec les Maures", Eddy souligne la popularité des  tats-Unis parmi les colons français, dont "75 ou 80 pour cent" espèrent "une victoire des Alliés". Eddy poursuit en affirmant que les forces de résistance françaises "remarquablement efficaces" organisées par Van Hecke et ses collègues sont prêtes à s'emparer d'Oran et d'autres ports clés, et il assure aux chefs de l'armée que les forces de débarquement américaines ne rencontreront qu'une "résistance symbolique." " Nous n'avons pas besoin d'être timides en ce qui concerne l'Afrique du Nord ", concluait-il.

Il est difficile de surestimer l'importance du rapport d'Eddy, qui prétendait offrir des preuves concluantes que l'Afrique du Nord française était sur le point de se révolter contre l'Axe, que Murphy avait trouvé un chef capable dans l'incorrigible Giraud, et que les dirigeants locaux de Vichy étaient prêts à accueillir les troupes américaines à terre. Ces conclusions sont directement renforcées par les résultats d'une enquête sur l'opinion publique en Afrique du Nord française menée par des agents américains travaillant sous la supervision du professeur Hadley Cantril de l'université de Princeton, un éminent psychologue social.

Command e par Roosevelt lui-même, l'enquête a  t e organisée par la Direction de la guerre psychologique du renseignement militaire, qui a utilisé les dernières techniques de sondage "scientifiques". Malgré l'étroitesse de l'échantillon - les agents n'ont réalisé que 142 entretiens "utilisables" - Cantril a conclu que quatre-vingt-dix pour cent des colons français d'Afrique du Nord étaient favorables à une victoire des Alliés, tandis que quatre-vingt pour cent pensaient que les  tats-Unis n'avaient pas d'"intérêts impérialistes" dans la région et que plus de soixante-dix pour cent accueilleraient favorablement un débarquement allié s'il était mené par des Américains et excluait de Gaulle<sup>5</sup>. Toute résistance aux troupes américaines, ajoute Cantril, serait entièrement "tiède". Aussi douteuse que soit sa méthodologie, l'enquête de Cantril rejoignait le rapport d'Eddy en renforçant l'insistance de Roosevelt sur Gymnast au moment précis où le long et acrimonieux débat avec les chefs d'état-major interarmées était enfin parvenu à sa conclusion.

Les renseignements produits par l'opération de Robert Murphy en Afrique du Nord française, générés par ses propres contacts avec les dirigeants français locaux et

par les activités des douze vice-consuls, de William Eddy et d'autres agents de l'OSS, ont été essentiels à la décision prise par les Alliés en août 1942 de procéder à Gymnast/Torch. Sans cela, et sans les preuves générées par les enquêteurs de Cantril, il aurait été difficile pour Roosevelt et ses plus proches conseillers de donner des réponses convaincantes à l'inquiétude non déraisonnable du chef d'état-major, qui craignait qu'on leur ordonne de se lancer dans un désastre politique et militaire. Les assurances de Murphy, données en personne par le très décoré et charismatique Eddy, ont permis de balayer ces craintes.

Avec le recul, les choses semblent un peu différentes. À l'exception des rapports des vice-consuls sur les marées et l'état des plages, tout ce qui a été rapporté à Washington par Murphy et Eddy s'est avéré être soit une folle exagération, soit un mensonge pur et simple. Il n'y a jamais eu d'"invitation" plausible, et si les fonctionnaires et les commandants militaires français étaient disposés à parler librement aux agents et aux enquêteurs américains - ils comprenaient l'importance de la bonne volonté pour maintenir l'accord commercial américain - beaucoup restaient profondément fidèles à Pétain. De plus, comme Weygand, ils voulaient presque tous défendre l'intégrité de l'Empire français contre les Alliés et l'Axe. Et, comme l'a rapidement découvert le commandant suprême des Alliés, Dwight D. Eisenhower, lorsque Giraud a exigé le contrôle opérationnel de l'ensemble de l'opération, l'arrogant général français n'était absolument pas adapté au rôle de faux leader que Murphy lui avait attribué. Aussi bien Giraud que ses partisans du Groupe des Cinq avaient massivement exagéré leur propre influence au Maghreb : malgré leurs affirmations grandiloquentes, il n'y avait aucune force de jeunes membres "disciplinés, entraînés et endurcis" des Chantiers de la jeunesse prêts à passer à l'action, et presque pas de dissidence significative au sein de l'armée d'Afrique. Malgré les efforts de dernière minute pour renforcer Giraud en tant que figure de proue - y compris avec le voyage audacieux du général Mark Clark en Algérie à la veille du débarquement - aucune des conditions politiques nécessaires n'était en place lorsque les troupes alliées commencent à débarquer en Afrique du Nord le 8 novembre 1942.

En conséquence, au lieu d'être accueillies à bras ouverts sur le rivage, les troupes alliées se heurtèrent à une importante résistance française, en particulier au Maroc, et plus de deux mille soldats britanniques, français et américains périrent dans les combats. La nécessité urgente de mettre fin à cette résistance a conduit les commandants alliés - y compris Murphy - à conclure le fameux "accord" avec le chef de Vichy, l'amiral François Darlan. Ces conséquences désastreuses dépassent le cadre de ce court article, mais elles ont conduit de nombreux historiens à imputer la débâcle au "faux optimisme" généré par les diplomates et agents de renseignement "amateurs" de Murphy, dont les renseignements inexacts ont conduit à la décision d'envahir l'Afrique du Nord sous de faux prétextes<sup>6</sup>.

Il y a plusieurs coupables potentiels - certains considèrent que les rapports de renseignement ont été influencés par le désir de l'OSS de justifier sa propre existence, tandis que d'autres accusent l'enthousiasme de Murphy pour la politique de droite - mais la conclusion est la même : des renseignements defectueux ont produit une invasion defectueuse. Néanmoins, aussi précises que puissent être nombre de ces analyses, elles passent à côté de l'essentiel. En fait, le travail de Murphy et celui du réseau qu'il dirigeait consistait à produire des renseignements utilisables et exploitables, plutôt que nécessairement exacts. En d'autres termes,

sa mission consistait à produire des rapports convaincants qui justifieraient la ligne de conduite que Roosevelt et ses plus proches conseillers avaient déjà décidée pour les grandes raisons stratégiques évoquées dans mon premier article. De ce point de vue, aux yeux de Roosevelt, l'ensemble de la mission de Murphy a été un succès spectaculaire, une conclusion qui est confirmée par sa carrière ultérieure en temps de guerre en tant que principal diplomate de Washington sur le théâtre méditerranéen.

Cette évaluation positive du travail du réseau de renseignement nord-africain de Washington peut sembler déplacée : l'objectif est-il toujours d'obtenir des informations précises et factuelles ? Au niveau tactique ou opérationnel, c'est sans doute le cas, et ici, une image incorrecte ou incomplète de la force ou de la position d'un adversaire peut rapidement conduire au désastre. Cependant, lorsque l'on passe aux niveaux stratégique et suprastratégique, la politique, plutôt que le simple calcul militaire, prend le dessus. La stratégie est avant tout guidée par la réalisation d'objectifs politiques : comme l'a souligné Clausewitz, "les considérations politiques ne déterminent pas l'affectation des gardes ou l'emploi des patrouilles, mais elles ont une plus grande influence sur la planification des guerres [et] des campagnes"<sup>7</sup>. La fonction de l'intelligence stratégique a donc souvent plus à voir avec la justification et l'explication de décisions prises à des fins politiques qu'avec l'évaluation objective des options. De plus, l'acte de collecte du renseignement stratégique est susceptible d'être lui-même façonné par des considérations et des perceptions politiques. Ainsi, par exemple, l'évaluation faite au printemps 1941 par les Fremde Heere Ost (armées étrangères de l'Est) de Berlin, selon laquelle l'Armée rouge serait écrasée à moins de trente kilomètres de la frontière polonaise, ne reposait pas sur une erreur de calcul, mais sur la présomption politique que les forces soviétiques ne feraient pas le poids face à l'armée allemande ; de même, les affirmations fabriquées de toutes pièces fournies à la CIA par Ahmed Chalabi - certainement le Lemaigre-Dubreuil de l'Irak moderne - ont fonctionné principalement parce qu'elles ont confirmé le désir de Washington de lancer une invasion. Les renseignements de Murphy ont donc rempli leur fonction première malgré leurs inexacitudes et leurs fabrications manifestes : sans eux, Roosevelt n'aurait probablement pas été en mesure de l'emporter sur ses propres commandants militaires, et l'ensemble de la stratégie méditerranéenne de Washington aurait échoué avant même d'avoir commencé.

<sup>1</sup> Robert Murphy, *Diplomat Among Warriors*, (Garden City, NY: Doubleday & Co, 1964), 21.

<sup>2</sup> Douglas Porch, *Defeat and Division: France at War, 1939–1942* (Cambridge: Cambridge University Press, 2022), 447.

<sup>3</sup> Robert Murphy to Sumner Welles, March 14, 1942, Welles papers, Box 162, Franklin D. Roosevelt Library.

<sup>4</sup> Col. William Eddy, June 11, 1942, transcript of oral report to Army G-2, Box 3, North Africa, Preston Goodfellow Papers, Hoover Institute, Stanford University.

<sup>5</sup> Hadley Cantril, "Evaluating the Probable Reactions to the Landing in North Africa in 1942: A Case Study," *The Public Opinion Quarterly* 29, no. 3 (1965), 406.

<sup>6</sup> David A. Walker, "OSS and Operation Torch," *Journal of Contemporary History* 22, no. 4 (1987), 676; Leon Borden Blair, "Amateurs in Diplomacy: The American Vice-Consuls in North Africa 1941-1943," *Historian* 35, no. 4 (1973).

<sup>7</sup> Carl von Clausewitz, *On War* (trans .Michael Howard and Peter Paret), (Princeton: Princeton University Press, 1976), 606.